

L'Etat est-il trop présent ? Le Parlement devrait-il procéder à un nettoyage de printemps pour supprimer les dispositions dépassées ? Pour le savoir, lisez notre dernière étude sur l'empreinte étatique et regardez notre courte vidéo à ce sujet. En outre, retrouvez nos articles sur les raisons derrière la croissance économique et sur les inconvénients d'une taxe sur les robots.

Nouvelle publication

Evolution de l'empreinte étatique



L'Etat fait-il trop d'économies ? Non, au contraire, répondent [Lukas Rühli, Jürg Müller, Lukas Schmid, Eveline Hutter et Laurenz Grabher](#) dans notre dernière étude. La quote-part fiscale et la quote-part de l'Etat ont presque doublé depuis 1950. Le nombre de personnes employées dans le secteur (para)public se monte à près d'un million, une augmentation de 13% en 10 ans, contre 8% pour le secteur privé. Près d'un prix sur deux en Suisse est réglementé ou influencé par l'Etat.

On observe ainsi bien plus un «néo-étatisme» qu'un néo-libéralisme dans notre société.

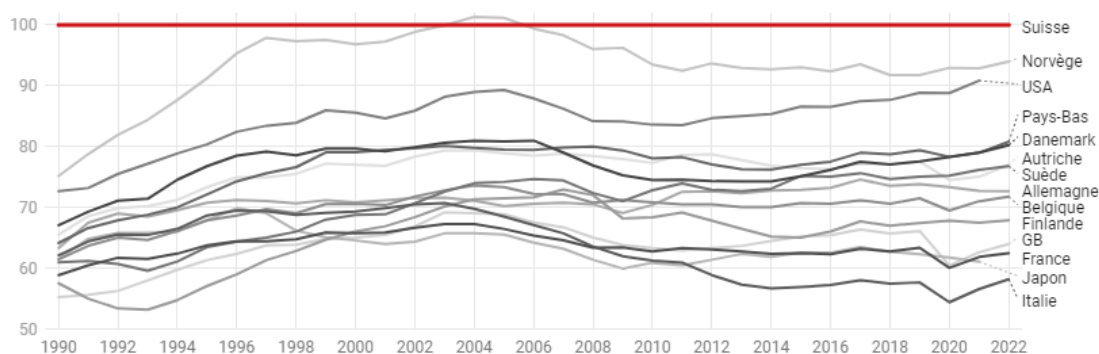


Lukas Schmid, co-auteur de l'étude, répond à cinq questions sur de nouvelles solutions pour freiner la croissance de l'Etat. Retrouvez la vidéo [ici](#).

PIB par habitant

Comment expliquer la croissance?

PIB réel par habitant relatif à la Suisse (corrigé du pouvoir d'achat ; indexé : Suisse=100)



La performance économique de la Suisse s'est améliorée d'environ 65% depuis 1990, alors que la population résidente n'augmentait que de 31% sur la même période, soit plus de 2 millions de personnes. Par conséquent, comme souligne

Patrick Leisibach, la croissance du PIB n'est pas juste le fruit d'une augmentation de la force de travail, mais bien plus d'une plus forte productivité.

Système fiscal

L'imposition à l'ère des chatbots



La numérisation et l'automatisation transforment l'économie. Toutefois, pour Lukas Schmid et Patrick Leisibach, il n'est pas nécessaire de repenser le système fiscal. Pour eux, une taxe sur les robots visant à maintenir la compétitivité du travail humain en taxant la valeur ajoutée générée par l'automatisation est inefficace. D'une part, cette valeur ajoutée est déjà taxée par l'impôt sur le revenu du capital. D'autre part, une taxe qui influence les décisions des entreprises quant à la technologie utilisée a un effet de distorsion important.

Logement

Pas de crise en vue



Tout le monde parle de la «crise du logement». Toutefois, Marco Salvi constate simplement que la demande grimpe et l'offre ne suit pas. Dans les années à venir, il manquera 10 000 à 15 000 logements par an sur le marché. C'est beaucoup, mais la situation a déjà été pire. Dans les années 1950, il manquait près de 40 000 logements, alors que la Suisse ne comptait que 4,5 millions d'habitants.

Le chiffre

avenir suisse
780 000
femmes

Le recours au temps partiel est principalement le résultat de la hausse de la participation des femmes sur le marché du travail. Actuellement, 62% des femmes âgées de 15 ans ou plus sont actives, ce qui correspond à une hausse de 20 points de pourcentage comparé à il y a 50 ans. Si le taux d'activité était resté le même qu'auparavant, il y aurait environ 780 000 femmes de moins sur le marché du travail suisse.

Revue de presse

Dans les médias

Croissance de l'Etat Plusieurs médias ont relayé les propos de notre nouvelle étude sur la croissance de l'Etat. Le Temps, le 24Heures, la Tribune de Genève, l'Agefi, Swissquote, watson et le 20 minutes ont présenté «le nettoyage de printemps» proposé par les auteurs de la publication. Le Parlement devrait y consacrer une période limitée, par exemple une session spéciale par an ou trois jours par session ordinaire. L'objectif est d'identifier et de supprimer des dispositions dépassées, inadéquates ou trop coûteuses. La RTN et RJB, Rhône FM et Radio Lac se sont également intéressés à notre nouvelle étude.

Credit Suisse Jérôme Cosandey s'est exprimé au journal de la Matinale (RTS) sur l'indépendance de la BNS qui a été malmenée: «Le problème c'est que le Conseil fédéral exige que la BNS prenne des décisions politiques pour sauver ou non une banque qui ne serait plus solvable. Ce n'est pas son mandat. [...] Si on décide politiquement de sauver une banque, c'est aux politiques d'assumer ce choix par des fonds de la Confédération et non pas de faire tourner la planche à billets pour sauver une banque et risquer de faire augmenter l'inflation».

Toujours au sujet du Credit Suisse, l'UDC veut faire en sorte

qu'il n'y ait plus de banques «too big to fail». Dans un article du [24Heures](#), Jürg Müller rappelle que même les petits établissements financiers pourraient entraîner des risques. Par exemple, en cas de crise immobilière.

LPP21 Jérôme Cosandey s'est exprimé dans [le Temps](#) sur le système de prévoyance: «Une des grandes forces de notre système est sa décentralisation qui permet d'apporter des réponses différenciées, adaptées aux contraintes sectorielles, sans devoir attendre la politique. Beaucoup de décisions sont trouvées dans le dialogue entre les partenaires sociaux. Par exemple concernant l'âge de départ en retraite, la solution est réglée au niveau local».

Prestations complémentaires Dans un entretien croisé avec Andri Silberschmidt, conseiller national, Jérôme Cosandey s'est exprimé sur les prestations complémentaires dans [le magazine Psinfo de Pro Senectute](#). Concernant les personnes qui ne recourent pas à ces dernières, il précise: «Si les PC sont trop peu connues, nous devons faire en sorte de mieux informer sur le sujet. Mais j'abandonnerais l'idée d'un versement automatique des PC dès que les critères sont remplis. Pour obtenir cette aide, il me semble nécessaire de prendre ses responsabilités et d'en exprimer la volonté».

Nos publications actuelles



Nos publications actuelles

[Croissance de l'Etat: la juste mesure](#)

[Un juste prix pour les nouveaux médicaments](#)

[Des études équitables](#)



© Avenir Suisse, Chemin de Beau-Rivage 7, 1006 Lausanne, Suisse, avenir-suisse.ch/fr/

[A propos de nous](#)

[Déclaration de protection des données](#)

[S'abonner à notre newsletter](#)

Afin d'éviter que cet e-mail n'apparaisse dans vos spams, ajoutez NewsletterFR@avenir-suisse.ch à votre carnet d'adresses.

Avenir Suisse - Chemin de Beau-Rivage 7 - 1006 Lausanne, Suisse

[Gestion de l'abonnement](#)